

La prise de contrôle de la Somalie par les islamistes août 2006

Après quatre mois d'affrontements, les milices des tribunaux islamiques prennent le contrôle de Mogadiscio, capitale de la Somalie, en juin 2006. Début juillet, ils y exercent un contrôle total après avoir chassé les derniers chefs de guerre de l'Alliance pour la restauration de la paix et contre le terrorisme (ARPCT créée en février 2006) soutenus par les Etats-Unis dans le cadre de la lutte anti-terroriste. Cette attaque constitue un moment charnière de la montée en puissance des mouvements islamistes amorcée depuis plusieurs mois dans le sud du pays. Dès lors il semble opportun de s'interroger tant sur le degré de contrôle de la Somalie par les mouvements islamistes, que sur les moyens à leur disposition. Enfin il s'agira d'étudier le lien éventuel qu'ils entretiennent avec Al-Qaida.

I. Les atouts des mouvements islamistes dans la prise de contrôle de la Somalie

Les tribunaux islamiques sont nés au milieu des années 1990 afin de créer un contrepoids à la violence des chefs de guerre, et ainsi faire renaître un semblant d'ordre et de justice dans un pays déchiré par la guerre civile depuis la chute du régime de Siad Barré en 1991 (A Mogadiscio, le premier tribunal est créé en 1995 par l'ouléma Cheikh Ahmed). Leur but est l'application de la *charia*. Ils se placent ainsi au dessus des clivages traditionnels en s'identifiant, non par rapport à un clan, mais par rapport à une religion. Le contexte de guerre fratricide auquel est confronté le pays est donc favorable à l'expansion des mouvements islamistes. D'autant plus que ces mouvements fondent des écoles coraniques en l'absence d'un système d'éducation étatique structuré, construisent des cliniques, et mènent des actions sociales, ce qui leur apporte un soutien toujours plus grand de la population. Soutien dû aussi au fait que le gouvernement fédéral de transition (TFG) ne s'est installé en Somalie que cinq mois après son élection. Pour protéger les tribunaux, devenir maître de la police et avoir un véritable pouvoir local, les tribunaux islamiques, réunis sous l'Union des tribunaux islamiques (UTI), se dotent en 2004 d'une milice armée. Celle-ci est formée par des combattants de Al-Ittihad al-Islami (AIAI), réunion de groupuscules née en 1983 dans l'Ogaden éthiopien et implantée dans presque tout le pays. Les mouvements islamistes se créent aussi des réseaux et des clientèles. En effet, le Gouvernement national de transition (GNT) élu pour trois ans en 2000, s'appuie dès le départ sur les milices islamistes, leur conférant ainsi plus de légitimité. D'autres mouvements anti-éthiopiens s'allient aux mouvements islamistes, comme la faction d'Ali Madhi (parti de l'United Somali Congress) qui, en échange d'un soutien armé à Mogadiscio dans les années 1990, autorise l'application de la loi coranique dans la capitale et la création de tribunaux islamiques. Il en va de même pour la Juba Valley Alliance (JVA) qui s'allie aux islamistes pour le contrôle du port de Kismayo. La politique des mouvements islamistes est aussi soutenue par de nombreux hommes d'affaires somaliens qui considèrent que les tribunaux islamiques apportent la stabilité et la sécurité dans les zones conquises, autrefois soumises aux lois des chefs de guerre. En effet, après la prise de Mogadiscio en juillet dernier, l'UTI, qui devient le Conseil Suprême Islamique de Somalie (SICS), divise alors le pouvoir administratif entre une Assemblée législative et un corps exécutif. Aujourd'hui [août 2006], les islamistes contrôlent entre autres plusieurs régions du sud de la Somalie, Mogadiscio, la ville stratégique de Jowhar, la ville de Beledweyne à trois cents kilomètres environ au nord de Mogadiscio. Ils sont bien implantés dans les régions frontalières entre le Puntland et le Somaliland et envisagent d'avancer sur la ville de Galkayo dans le Puntland.

II. Les obstacles éventuels à la prise de contrôle de la Somalie par les islamistes.

Depuis sa formation en octobre 2004, le gouvernement fédéral de transition (TFG) formé pour cinq ans par le Premier Ministre Ali Mohammed Gedi, n'a pas réussi à s'imposer au niveau national et ne contrôle aujourd'hui que la région de Baïdoa. Le Premier Ministre a dû faire face à deux tentatives pour le faire retirer de son siège, et à la démission de plusieurs de ses ministres. Cependant, il reste un allié du gouvernement éthiopien qui souhaite établir un Etat fédéral en Somalie et qui redoute la

création d'un Etat islamique (l'Ethiopie étant un pays chrétien orthodoxe). C'est ainsi que fin juillet des troupes éthiopiennes se sont installées à Baïdoa, entraînant alors la rupture du début de dialogue entre les tribunaux islamiques et le TFG sur un éventuel partage du pouvoir. D'autres facteurs internes sont susceptibles d'empêcher la prise de contrôle du pays par les islamistes. Tout d'abord au Somaliland, ancienne colonie britannique rattachée à la Somalie en 1960 qui s'autoproclame Etat indépendant en 1991, où il existe des infrastructures économiques et administratives autonomes et relativement stables. Bien que reconnu par aucun pays, le Somaliland ne veut pas être rattaché à la Somalie et ne participe d'ailleurs pas à la formation des gouvernements en 2000 et en 2004. De plus, le Somaliland s'est rapproché de l'Ethiopie depuis la présidence de Mohamed Ibrahim Egal entre 1993 et 2002. Il paraît donc difficile pour les mouvements islamistes d'en prendre le contrôle. De même le Puntland, qui émerge en 1998, est une région semi-autonome qui défend le principe d'une constitution fédérale. Enfin, il existe des divergences au sein même des groupes islamistes. Certains sont en faveur de l'instauration d'un Etat islamique, comme Cheikh Hassan Dahir Aweys, chef du SICS, et d'autres soutiennent un programme plus clanique. Autre obstacle à la prise de contrôle de la Somalie par les islamistes, la crainte des Etats-Unis que la Somalie ne devienne un refuge pour les extrémistes islamistes, et l'inscription sur la liste des mouvements ou personnalités qui soutiennent le terrorisme de l'AIAI et de certaines hautes figures somaliennes, comme entre autre Cheikh Hassan Dahir Aweys et son fils spirituel Aden Hashi Ayero, nommé en 2005 à la tête du tribunal d'Ifka Halané.

III. Les mouvements islamiques de Somalie et Al Qaida

Les Etats-Unis accusent donc des mouvements islamistes somaliens d'avoir des liens avec la nébuleuse Al-Qaida. l'International Crisis Group considère que deux tribunaux sont susceptibles d'être liés à des mouvements extrémistes : le tribunal de Chicoola et celui d'Ifka Halané, fondé par H.D. Aweys, ancien membre et chef du groupuscule Al-Ittihad al-Islami. Il existe également un mouvement, celui des Tabligh, qui tente d'imposer en Somalie un Islam radical et qui possède une dimension internationale, avec une implantation dans plusieurs pays d'Afrique. Cette aile dure des mouvements islamistes ne représente cependant pas une majorité pour le moment. Le président du conseil exécutif du SICS, considéré comme un modéré, Cheikh Sharif Cheick Ahmed, dément tout lien avec Al-Qaida, malgré une radicalisation du discours, mise en évidence par de nombreuses interdictions, et un renforcement de l'unité. Enfin, si une partie de la population soutient les tribunaux, cela ne signifie pas qu'elle soutiendra un régime de type taliban.